Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire COMP/M.3311 — Van Oord/BHD/Bagger Holding JV)**

(2003/C 279/04)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 10 novembre 2003, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel les entreprises néerlandaises Koninklijke BAM Groep NV («BAM»), MerweOord BV et NPM Capital NV acquièrent, au sens de l'article 3 paragraphe 1 point b), dudit règlement, le contrôle en commun de l'entreprise Bagger Holding, une société nouvellement créée constituant une entreprise commune. BAM apportera Ballast Ham Dredging BV («BHD») à l'entreprise commune, et MerweOord and NPM apporteront leur filiale commune Van Oord Groep NV («Van Oord») à l'entreprise commune.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- BAM: construction, génie civil et consultant en ingénierie;
- MerweOord: entreprise familiale détenant la majorité des actions dans Van Oord;
- NPM: fond d'investissement privé;
- Van Oord et BHD: dragage;
- Bagger Holding (JV): dragage.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.3311 — Van Oord/BHD/Bagger Holding JV, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé «Fusions»
J-70
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).